



Conseil économique et social

Distr. générale
14 avril 2014
Français
Original : anglais

Session de 2014

Point 13 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Panorama de la situation économique et sociale en Afrique en 2013-2014

Résumé

La croissance économique de l'Afrique, qui était de 5,4 % en 2012, s'est ralentie pour tomber à environ 4 % en 2013. Bien que presque deux fois plus élevée que la moyenne mondiale, elle reste légèrement inférieure à la moyenne des pays en développement. L'amélioration en termes absolus des résultats à l'exportation entamée en 2011 s'est poursuivie grâce à l'augmentation des exportations de produits de base et à la diversification des partenaires commerciaux, mais la faible diversification des produits et la forte dépendance à l'égard des produits de base représentent toujours de grands handicaps pour le commerce extérieur africain. Le commerce intra-africain demeure faible, en grande partie en raison de coûts de transaction élevés, difficulté à laquelle s'ajoute l'inefficacité des procédures douanières et administratives.

Malgré l'amélioration de ses résultats à l'exportation et une croissance qui reste relativement forte, le déficit de financement de l'Afrique demeure considérable. Le ralentissement économique mondial et le renforcement de la rigueur budgétaire dans de nombreux pays donateurs risquent de peser sur l'aide publique au développement à destination du continent. Pour réussir sa transformation économique, l'Afrique doit donc davantage compter sur ses propres sources de financement, et les pays africains doivent, pour se développer, chercher de nouveaux modes de financement du développement provenant de sources à la fois intérieures et extérieures.

* E/2014/1/Rev.1, annexe II.



Les perspectives à moyen terme de l'Afrique sont prometteuses en raison des cours relativement élevés des produits de base, d'une demande intérieure croissante, de l'allègement des contraintes qui pèsent sur les infrastructures, des liens toujours plus étroits noués avec les pays émergents pour le commerce et l'investissement et de l'amélioration de la conjoncture mondiale et du climat des affaires à l'échelle régionale. Cela dit, plusieurs menaces continuent de planer sur les perspectives de croissance du continent à moyen terme, par exemple la dégradation inattendue de l'économie mondiale, les chocs extérieurs dus aux variations des conditions météorologiques ou l'instabilité politique et les désordres civils dans certains pays.

Pour transformer sa rapide croissance économique en un développement économique soutenu et sans exclusive, l'Afrique doit continuer à mettre en œuvre des stratégies de développement qui favorisent la diversification économique, créent des emplois, réduisent les inégalités et la pauvreté et augmentent l'accès aux services de base.

I. Évolution de l'économie mondiale et conséquences pour l'Afrique

1. La croissance économique mondiale est tombée à 2,1 % en 2013 mais devrait rebondir à 3 % en 2014 et à 3,3 % en 2015 du fait d'un regain d'activité économique aux États-Unis et dans la zone euro et de la stabilisation de la croissance dans la plupart des pays émergents, notamment en Chine¹.
2. L'activité économique de l'Union européenne s'est contractée de 0,1 % en 2013 mais devrait croître de 1,4 % en 2014 avec l'augmentation des exportations et le regain de confiance des entreprises. La croissance économique a également diminué à 1,6 % en 2013 aux États-Unis, en grande partie à cause de l'austérité budgétaire et de la baisse des dépenses publiques (coupes budgétaires automatiques), d'affrontements politiques jusqu'au-boutistes au sujet du budget fédéral, de la diminution de l'activité économique et de l'investissement des entreprises et de la lenteur du redressement du marché du travail. La plus grande économie du monde devrait enregistrer en 2014 une croissance de 2,5 % qui s'appuiera sur une reprise de la consommation privée, le redressement du marché immobilier, des conditions monétaires favorables et l'assouplissement des restrictions budgétaires.
3. L'activité économique du Japon a augmenté de 1,9 % en 2013 sous l'effet des programmes de relance budgétaire visant à améliorer les infrastructures publiques et de mesures quantitatives et qualitatives d'assouplissement de la politique monétaire, mais la croissance devrait tomber à 1,5 % en 2014 en raison de la mise en place d'une taxe à la consommation et de la liquidation de programmes de relance.
4. En Asie de l'Est et du Sud, l'expansion s'est ralentie à 5,6 % en 2013, en raison principalement de la baisse des exportations provoquée par le ralentissement marginal de l'économie chinoise à 7,7 %, phénomène qui devrait se poursuivre en 2014 avec une baisse à 7,5 % (malgré la récente reprise de la croissance des exportations et de la production industrielle). La croissance de l'Inde est tombée à 4,8 % en 2013 en raison de l'inversion des sorties de capitaux et de la dépréciation du taux de change, mais elle devrait remonter à 5,3 % en 2014, grâce à l'augmentation des investissements et aux réformes structurelles approuvées par le Gouvernement.
5. L'Asie occidentale, durement affectée par l'instabilité politique et les troubles sociaux qui touchent notamment l'Iraq, le Liban et la République arabe syrienne, a vu sa croissance fléchir légèrement à 3,6 % en 2013 contre 3,9 % en 2012. L'activité économique de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a augmenté que de 2,6 % en 2013, signe d'un essoufflement de la demande extérieure, de la faiblesse des cours des produits de base et de la dégradation de la situation intérieure des pays de la région (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2014).
6. Le taux de chômage mondial était estimé à 6 % en 2013, et le nombre des chômeurs devrait passer de 202 millions en 2013 à 205 millions en 2014 étant donné que la faiblesse des apports de capitaux privés et l'austérité budgétaire continuent de

¹ L'analyse présentée aux paragraphes 1 à 6 est basée sur les données du rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.14.II.C.2).

restreindre l'investissement et la création d'emplois². Le taux de chômage mondial des jeunes reste élevé et devrait stagner autour de 12,8 % jusqu'en 2016, étant donné que la reprise de la croissance mondiale ne sera pas suffisante pour stimuler les marchés du travail atones³.

7. Selon le Département des affaires économiques et sociales, le taux d'inflation mondial était de 2,5 % en 2013 contre 2,9 % en 2012, en raison principalement d'importants écarts de production enregistrés dans la plupart des pays, du relâchement des cours mondiaux des produits de base et de la faiblesse de la demande provenant des principaux marchés émergents. Avec la reprise attendue de l'activité économique, l'inflation devrait remonter à 2,7 % en 2014, mais les politiques budgétaires et monétaires prudentes appliquées dans la plupart des pays devrait la contenir.

8. L'indice des prix des produits de base du Fonds monétaire international a été sujet à fluctuations en 2013 : il a atteint son pic pour l'année au mois de février (191) avant de redescendre progressivement jusqu'en septembre (184) en raison de la faiblesse de la demande mondiale et du ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents et les pays développés. Les cours mondiaux des produits de base devraient peu varier en 2014 et ne pas être affectés par la croissance, mais les contraintes de l'offre pourraient exercer des pressions à la hausse.

9. En 2013, la demande d'importation émanant des grands pays développés ayant fortement diminué, les exportations mondiales n'ont progressé que de 2,3 % contre 3,1 % en 2012. Les entrées d'investissement étranger direct dans le monde se sont stabilisées autour de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2013 et devraient atteindre 2,4 % en 2014.

10. Les principales menaces qui pèsent sur l'économie mondiale sont notamment la poursuite des programmes d'assainissement des finances publiques et d'austérité dans les grands pays développés, le fléchissement de la demande mondiale, l'instabilité des marchés financiers et l'insignifiance de la croissance dans la zone euro.

II. Résultats économiques de l'Afrique en 2013

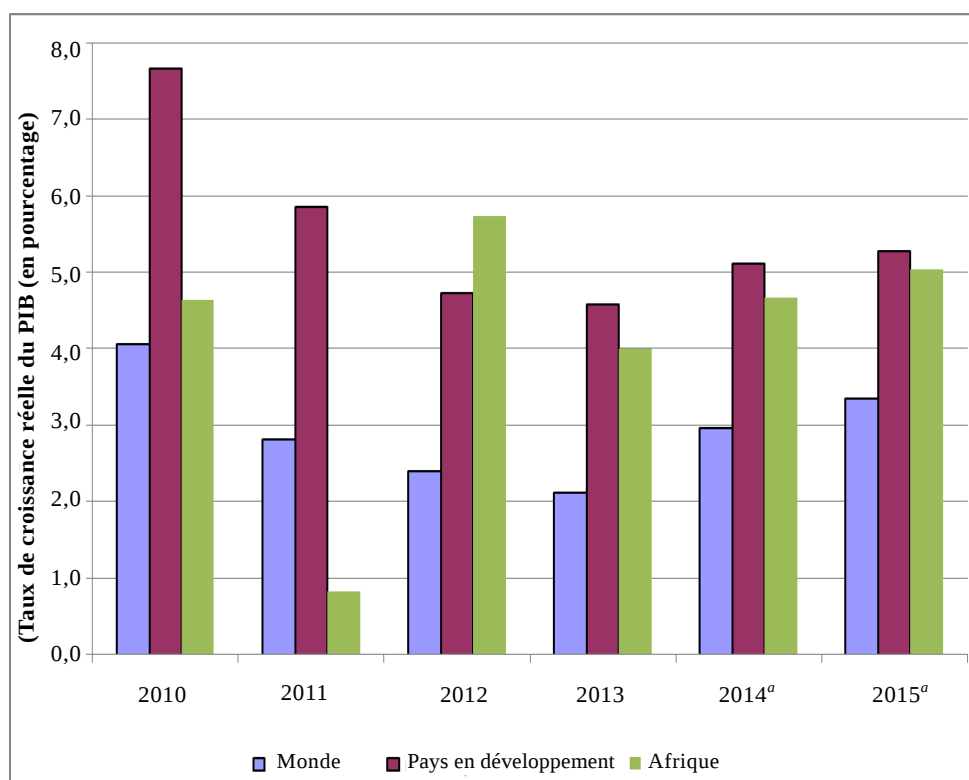
Le potentiel de croissance de l'Afrique

11. Le potentiel de croissance de l'Afrique demeure largement inexploité. Le taux de croissance du PIB du continent s'est ralenti, diminuant de 5,7 % en 2012 à 4 % en 2013, contre 4,6 % en moyenne pour l'ensemble des pays en développement (fig. I). Ce ralentissement est surtout imputable à l'affaiblissement de la demande mondiale consécutif à la crise financière et à la crise de la dette dans la zone euro et à l'atonie de la croissance dans certains pays émergents, ainsi qu'à l'instabilité politique et aux troubles civils qui ont éclaté dans plusieurs pays grands producteurs de produits de base, en particulier en Afrique centrale et en Afrique du Nord.

² Organisation internationale du Travail, *Global Employment Trends 2013: Recovering from a Second Jobs Dip* (Genève, 2013).

³ Selon le Département des affaires économiques et sociales, l'estimation avancée du PIB américain fait apparaître une croissance annualisée de 3,2 % pour le quatrième trimestre de 2013, en hausse par rapport aux prévisions initiales, ce qui pourrait se traduire par un taux de croissance annuel relativement plus élevé en 2013 et 2014.

Figure I
Croissance du PIB, 2010-2014



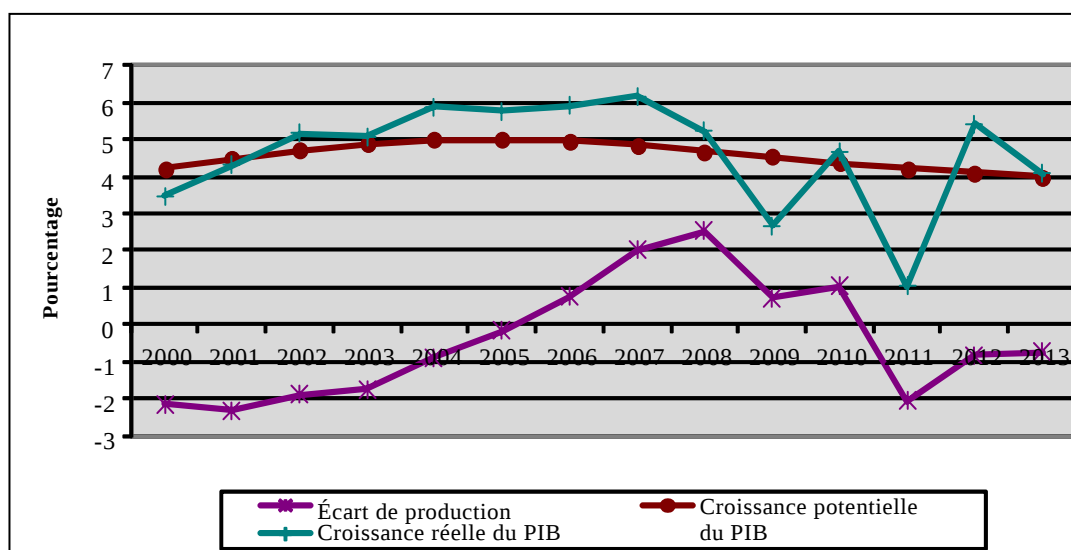
Source : Département des affaires économiques et sociales (2014).

^a Prévisions.

12. La croissance en Afrique a continué de bénéficier des cours relativement élevés des produits de base, du resserrement des liens noués avec les pays émergents dans les domaines des échanges et de l'investissement, du renforcement de la demande intérieure soutenue par l'essor d'une nouvelle catégorie de consommateurs urbains disposant de revenus en hausse, ainsi que des dépenses publiques d'infrastructure. La croissance du continent en 2013 s'est également appuyée sur une augmentation de la production agricole résultant de conditions météorologiques favorables dans la plupart des pays de la région.

13. Cela dit, l'écart de production de l'Afrique, c'est-à-dire la différence entre la production effective et la production réelle en pourcentage de la production potentielle estimée au moyen du filtre de Hodrick-Prescott, a généralement été négatif pendant la période 2000-2013, ce qui signifie que les pays africains ont eu des résultats insuffisants (fig. II).

Figure II
Écart de production de l'Afrique, 2000-2013



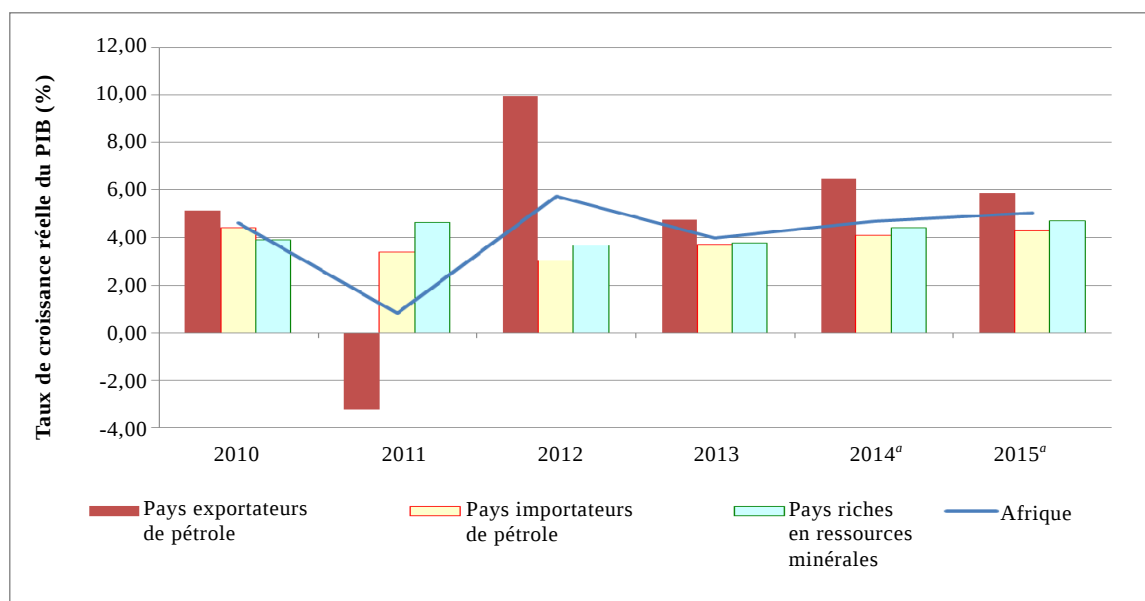
Source : Graphique établi à partir de données du Département des affaires économiques et sociales (2014).

14. Pendant la période 2009-2013, l'activité économique des pays africains a progressé au rythme de 3,6 % par an, en deçà du potentiel du continent de 4,2 % pour la même période. Cet écart montre que le continent dispose d'une capacité de réserve et, par voie de conséquence, que la croissance peut être stimulée par des politiques de relance de la demande globale et du commerce à l'intérieur de l'Afrique et entre le continent et le reste du monde.

Une croissance plus forte dans les pays riches en pétrole et en minéraux

15. En 2013, bien que la croissance du PIB ait été relativement forte dans l'ensemble de l'Afrique, des écarts ont été constatés entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole (fig. III).

Figure III
Croissance de l'Afrique par catégorie de pays, 2010-2014



Source : Département des affaires économiques et sociales (2014).

^a Prévvision.

16. Dans les pays africains exportateurs de pétrole, la croissance a chuté de 9,9 % en 2012 à 4,7 % en 2013. Si le redressement enregistré en 2012 provenait d'une croissance inhabituelle, la baisse de 2013 s'explique par une base de référence élevée, mais surtout par la faiblesse de la demande, la désorganisation de la production pétrolière et l'instabilité politique dans certains grands pays producteurs de pétrole comme la Libye. Les pays importateurs de pétrole ont enregistré une croissance de 3,7 % en 2013 contre 3,1 % en 2012 alors que les pays riches en ressources minérales affichaient une croissance de 3,8 % en 2013, en légère hausse par rapport aux 3,7 % de 2012.

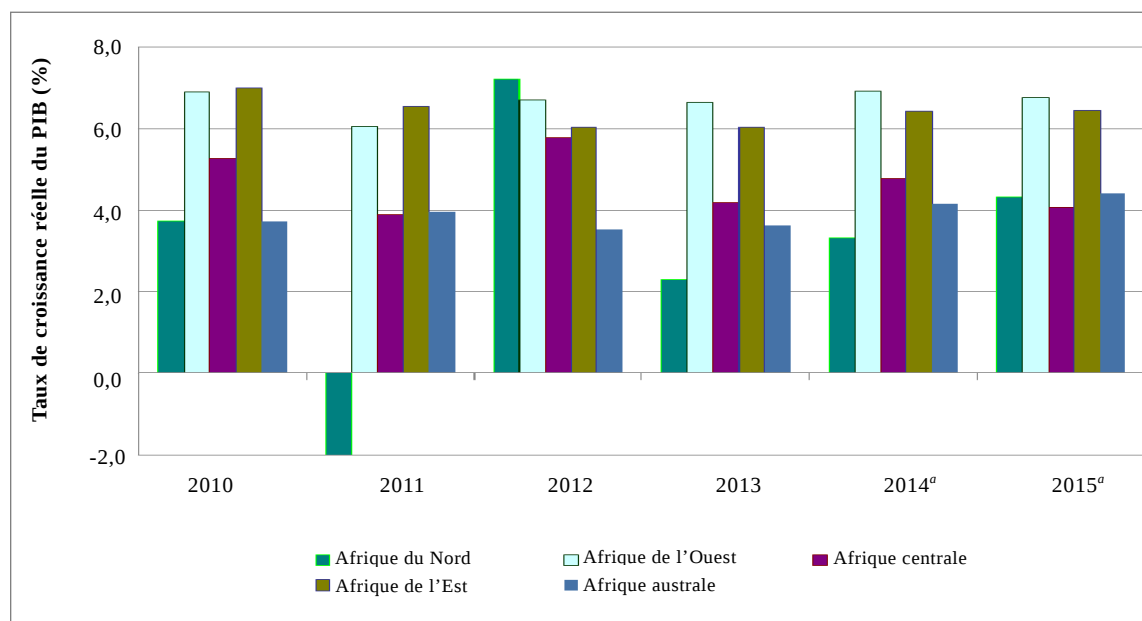
17. La croissance devrait s'accélérer dans les pays exportateurs de pétrole et passer à 6,5 % en 2014, puis fléchir légèrement pour retomber à 5,9 % en 2015. Dans les pays riches en ressources minérales, elle devrait s'accélérer et atteindre 4,4 % en 2014 puis 4,7 % en 2015, à mesure que des pays comme l'Égypte, la Libye et le Mali retrouveront la stabilité. L'embellie attendue est également le résultat de l'investissement dans de nouveaux sites miniers mis en exploitation, notamment en Angola (charbon), au Botswana (cuivre, charbon et diamant), au Ghana et au Libéria (or), en Namibie (uranium et diamant), en Sierra Leone (minerai de fer et diamant) et en Zambie (cuivre). Les pays importateurs de pétrole devraient également enregistrer une forte croissance de 4,1 % en 2014, puis de 4,3 % en 2015, tirée principalement par la forte croissance des services et de l'agriculture (en supposant que les conditions météorologiques seront favorables).

Résultats de la croissance au niveau sous-régional

18. En 2013, la croissance a été légèrement plus inégale d'une sous-région à l'autre qu'en 2012 (fig. IV).

19. L'Afrique de l'Ouest vient en tête en 2013, avec un taux de croissance inchangé de 6,6 %. En 2013, la croissance de la plus grande puissance économique de la sous-région, le Nigéria, est restée inchangée à 6,5 % : l'augmentation de la demande intérieure semble avoir compensé la baisse de la production pétrolière et le fléchissement des prix du pétrole. L'investissement dans les secteurs pétrolier et minier a soutenu la croissance du Niger, qui affiche un taux de 5,7 %. La croissance de la Côte d'Ivoire s'est élevée à 8,8 % grâce à d'importants projets d'infrastructures rendus possibles par la stabilisation de la vie politique, l'amélioration du climat d'investissement et l'augmentation des dépenses publiques d'équipement. Au Ghana, la croissance est restée forte (8,0 %) en raison d'une production pétrolière accrue. La production de minerai de fer est demeurée le principal moteur de la forte croissance enregistrée au Libéria et en Sierra Leone (respectivement de 7,4 % et 14,5 %).

Figure IV
Croissance par sous-région, 2010-2014



Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2014).

^a Préviation.

20. La croissance de l'Afrique de l'Est est restée robuste en 2013, mais au taux inchangé de 6 %. Au Kenya, principale puissance économique de la sous-région, elle a atteint 5 % en 2013 contre 4,6 % en 2012, en raison principalement de l'accroissement des dépenses de consommation. Le taux de croissance de la République-Unie de Tanzanie a été de 7,2 % en 2013, essentiellement en raison de l'augmentation de la consommation privée et de l'investissement dans le gaz

naturel. L'Ouganda a enregistré un taux de 5,8 % en 2013 contre 4,4 % en 2012, grâce à l'essor de la construction, des transports, des télécommunications et des services financiers, ainsi qu'aux investissements dans une industrie pétrolière en pleine expansion, notamment dans la prospection. L'essor de l'agriculture et des services est l'un des principaux moteurs de la croissance de 6,9 % enregistrée par l'Éthiopie en 2013. La croissance est restée forte au Rwanda (7,4 %) et en Érythrée (6 %), mais l'a moins été aux Seychelles (3,2 %).

21. La croissance de l'Afrique centrale s'est ralentie, passant de 5,8 % en 2012 à 4,2 % en 2013, principalement à cause de l'instabilité politique et de la violence, notamment en République centrafricaine où l'activité économique a chuté de 8,9 % en 2013. La forte croissance enregistrée en 2013 au Cameroun (5 %), en République du Congo (6 %), au Gabon (5,5 %) et en Guinée équatoriale (1,8 %) est due à la production pétrolière. Au Tchad, le recul de la production sur certains grands champs pétroliers arrivant à maturation a ramené la croissance de 5,9 % en 2012 à 4,5 % en 2013.

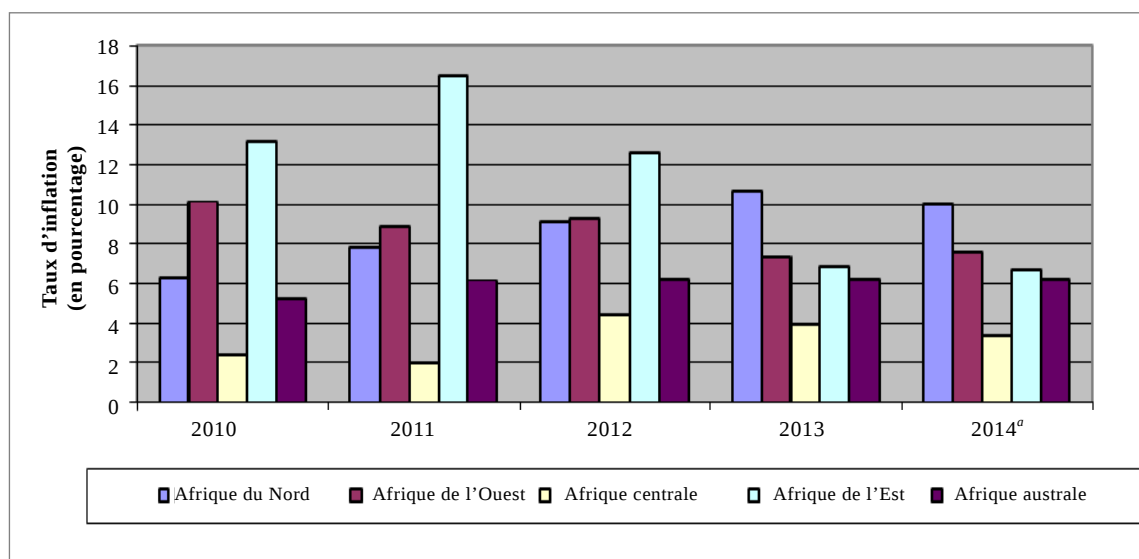
22. La croissance de l'Afrique australe a légèrement progressé, passant de 3,5 % en 2012 à 3,6 % en 2013 sous l'effet, notamment, d'un investissement accru dans le secteur minier. La croissance de l'Afrique du Sud a été marginale (2,7 % en 2013 contre 2,5 % en 2012), en partie à cause de l'agitation sociale dans le secteur minier et du ralentissement économique dans les principaux pays émergents, qui constituent le principal débouché des exportations du pays. La Zambie, où la production de cuivre et les dépenses de consommation ont augmenté, a enregistré la croissance la plus forte de la sous-région (7,7 %), avant l'Angola (6,8 %), dont l'économie repose fortement, comme par le passé, sur la production pétrolière. Au Mozambique, la croissance est tombée à 6,5 % en 2013 contre 7,4 % en 2012, principalement à cause des inondations survenues au début de 2013, qui ont perturbé l'agriculture et la production d'électricité et de charbon.

23. En Afrique du Nord, en particulier en Égypte, en Libye et en Tunisie, l'instabilité politique et la désorganisation de la production pétrolière ont sapé la croissance, qui a chuté de 7,2 % en 2012 à 2,3 % en 2013. La Mauritanie a enregistré la plus forte croissance (6,1 % en 2013, en baisse par rapport aux 7,4 % de 2012), résultat principalement d'investissements accrus dans les secteurs pétrolier et minier. Au Maroc, la croissance a atteint 4,6 % en 2013 contre 2,7 % en 2012, grâce à une forte demande intérieure et à l'amélioration des résultats agricoles. L'accroissement de la production pétrolière et la poursuite de la politique d'expansion budgétaire ont permis à l'Algérie d'enregistrer une croissance de 3 %. La croissance a continué de faiblir en Égypte car la demande globale, en particulier l'investissement, et les recettes touristiques ont chuté en raison de l'incertitude politique. Après la forte reprise de l'année précédente, l'instabilité qui règne en Libye a porté un coup à la production et aux exportations pétrolières et entraîné une chute du taux de croissance à -3,0 %. Grâce au développement des services, de l'agriculture et de l'industrie manufacturière, le Soudan, qui a continué d'absorber les chocs occasionnés par la perte de produits pétroliers et d'une partie de sa population au profit du Soudan du Sud, a renoué avec la croissance (2 %) après la contraction (-4 %) de 2012.

Atténuation des pressions inflationnistes sur fond de politiques d'austérité monétaire

24. À l'échelle du continent africain, l'inflation est tombée à 8 % en 2013 contre 8,2 % en 2012 et devrait encore baisser pour atteindre 7,8 % en 2014. Les facteurs en jeu englobent la modération des prix internationaux des produits alimentaires et des carburants ainsi que les politiques d'austérité monétaire appliquées dans la plupart des pays africains (fig. V).

Figure V
Taux d'inflation par sous-région, 2010-2014



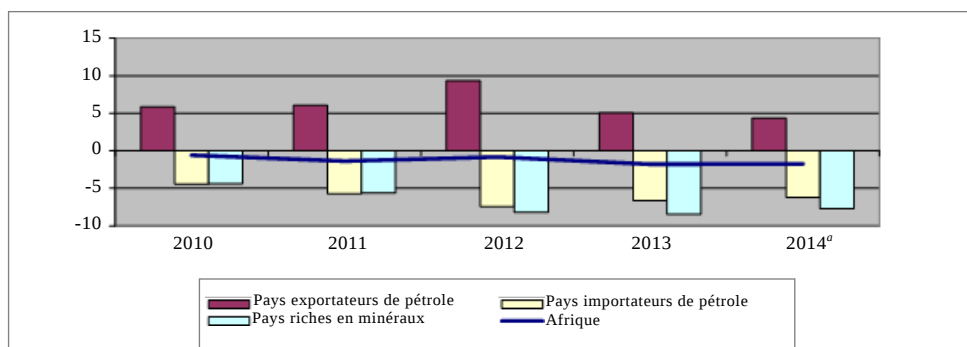
Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2014.

^a Prévision.

Résultats contrastés des comptes extérieurs selon la catégorie de pays

25. Le déficit de la balance des paiements courants de l'Afrique s'est creusé, passant de 0,8 % du PIB en 2012 à 1,8 % en 2013, mais devrait diminuer légèrement pour s'établir à 1,7 % en 2014 (fig. VI). Dans les pays exportateurs de pétrole, les balances extérieures devraient diminuer mais rester positives. Dans les pays importateurs de pétrole et les pays riches en minéraux, elles devraient diminuer et rester négatives.

Figure VI
Évolution de la balance des paiements courants par catégorie de pays,
2010-2014 (en pourcentage du PIB)

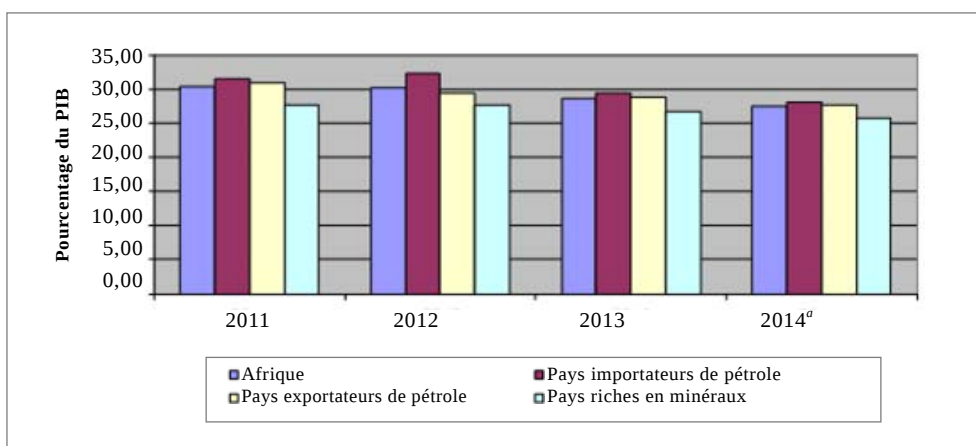


Source : Graphique établi à partir des données du service de recherche du magazine *The Economist*, 2013.

^a Prévision.

26. Les exportations de l'Afrique devraient encore diminuer en 2014 pour s'établir à 27,5 % du PIB dans toutes les sous-régions, à l'exception de l'Afrique de l'Est (fig. VII), où l'on constate une légère progression en raison de l'augmentation des exportations non traditionnelles telles que la floriculture et le commerce des services, en particulier en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie.

Figure VII
Exportations totales par sous-région, 2011-2014



Source : Graphique établi à partir des données du service de recherche du magazine *The Economist*, 2013.

^a Prévision.

III. Évolutions récentes du commerce africain

Diversification des exportations africaines

27. Pour stimuler son commerce et soutenir la croissance de son PIB, l'Afrique doit diversifier ses exportations. Bien qu'elles n'aient globalement pas cessé de croître en termes absolus, les exportations africaines ont accusé en 2013 des baisses en ce qui concerne la production totale et, même si le volume du commerce de marchandises africain a connu une croissance supérieure à celui des pays non africains en 2011 et 2012, la part de l'Afrique dans les exportations mondiales reste modeste. Selon la CNUCED, le continent représentait seulement 3,3 % des exportations mondiales de marchandises en 2012 contre 4,9 % pendant la période 1970-1979, ce qui reste malgré tout légèrement supérieur aux 2,8 % enregistrés pendant la période 2000-2010. La part de l'Afrique dans les importations mondiales a connu un ralentissement similaire.

28. Bien que le commerce entre l'Afrique et ses partenaires habituels (Union européenne et États-Unis) ait continué de progresser au cours des dernières années en termes absolus, l'Afrique diversifie les sources de ses importations et les destinations de ses exportations au profit des pays en développement. Entre 2000 et 2012, la part du continent dans le volume total des exportations mondiales à destination des pays en développement est passée de 2,6 % à 3,8 %. Après 2009, le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est devenu le deuxième partenaire commercial de l'Afrique (après l'Union européenne), à l'exclusion de l'Afrique du Sud⁴.

Le commerce intra-africain

29. Le commerce formel de marchandises intra-africain progresse mais la part du commerce informel demeure considérable. Le commerce intra-africain est passé de 67,7 milliards de dollars en 2011 à 73,7 milliards de dollars en 2012⁵. En 2012, il représentait 11,5 % de la totalité des échanges commerciaux africains. Entre 1996 et 2011, le commerce de l'Afrique avec le reste du monde a progressé au rythme de 12 %, plus vite que celui du commerce africain, qui est de 8,2 %. Cette situation s'explique essentiellement par les cours élevés des produits de base, puisque les exportations de l'Afrique vers le reste du monde concernent surtout les matières premières (principalement minéraux, pétrole et métaux) (fig. VIII), alors que le commerce intra-africain est dominé par l'exportation de produits manufacturés (fig. VIII).

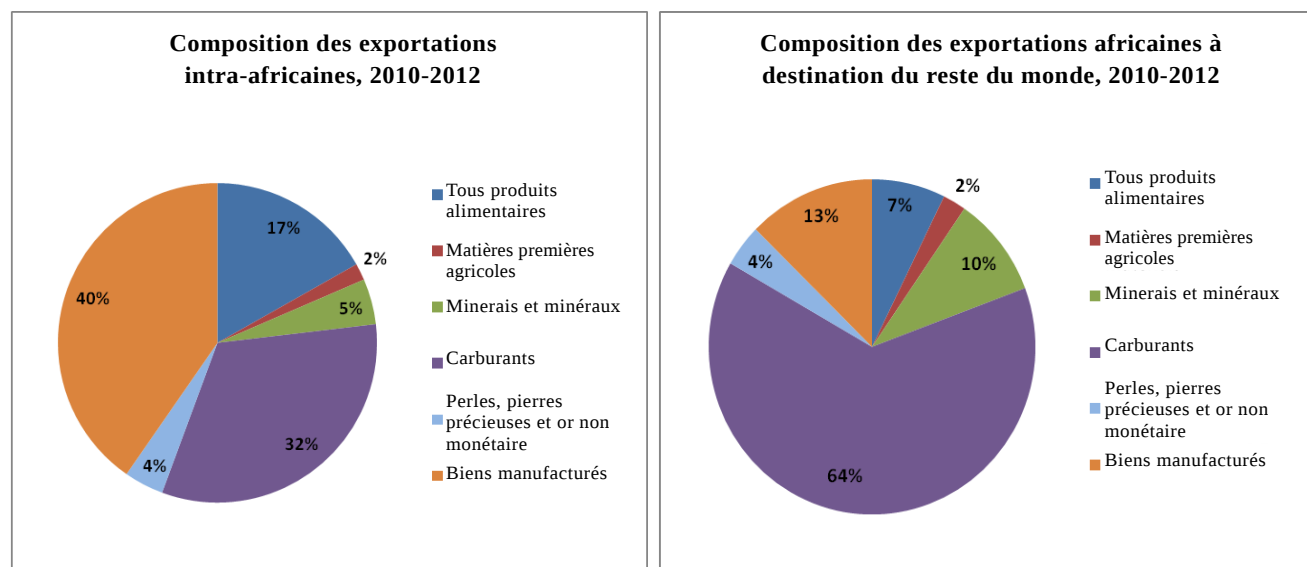
30. Même s'il n'est pas pris en compte dans les données susmentionnées, le commerce informel transfrontalier est néanmoins important, représentant 30 % à 40 % de la totalité des échanges entre les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). En Afrique de l'Ouest, le secteur informel constitue une grande proportion du PIB de certains pays, les estimations le situant entre 20 %

⁴ CEA, *Coopération Afrique-BRICS : Incidences pour la croissance, l'emploi et la transformation structurelle en Afrique* (Addis-Abeba), 2013.

⁵ CNUCED, Base de données UNCTADStat., 2013. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante : <http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx> (consulté en novembre 2013).

et 90 %⁶. Il faudrait donc envisager des stratégies pour intégrer les agents du secteur informel – commerce et autres secteurs – dans le secteur structuré.

Figure VIII
Composition des exportations africaines



Source : CNUCED, 2013.

Commerce des services

31. Le vigoureux essor du commerce mondial des services ces 30 dernières années a également été observé en Afrique. Le secteur de l'économie mondiale qui connaît la plus forte croissance est celui des services, puisqu'il représente un cinquième des échanges mondiaux et les trois quarts de la production mondiale. Les exportations de services commerciaux de l'Afrique à destination du monde ont plus que doublé ces 10 dernières années⁷.

IV. Stratégies inexploitées pour combler le déficit de financement de l'Afrique

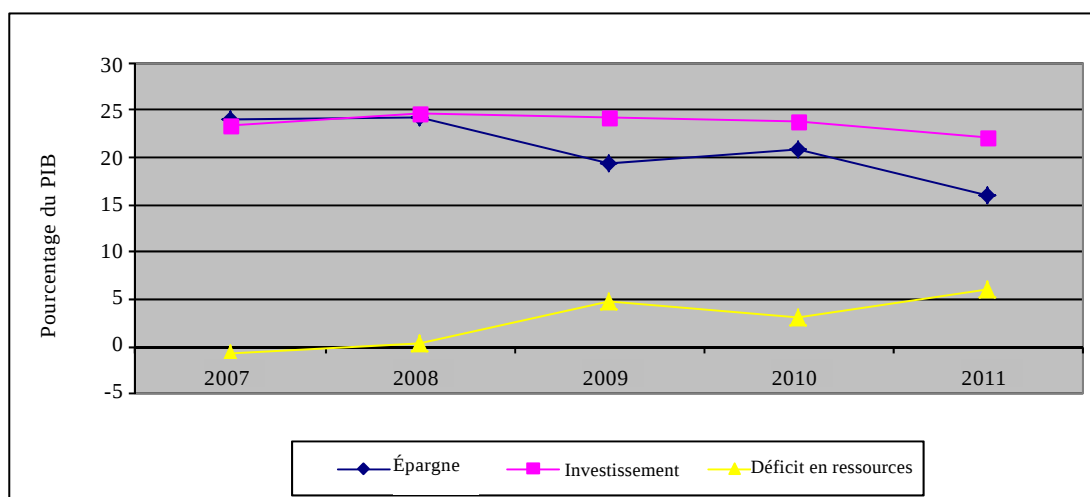
Investissements en Afrique

32. L'augmentation des ressources financières, aussi bien intérieures qu'extérieures, est essentielle à l'industrialisation de l'Afrique dont le déficit de financement demeure considérable, se situant à environ 6 % du PIB en 2011, alors que le taux d'épargne intérieure brut demeure inférieur au taux d'investissement intérieur brut depuis 2008 (fig. IX).

⁶ CEA, BAFD, CUA, *Évaluation de l'intégration régionale en Afrique IV : renforcer le commerce intra-africain* (Addis-Abeba, 2010).

⁷ OMC, rapport sur le commerce mondial. Facteurs déterminant l'avenir du commerce mondial (Genève, 2013).

Figure IX
Déficit du financement intérieur de l'Afrique, 2007-2011



Source : Graphique établi d'après les données de la Banque mondiale (2013).

33. Les flux d'investissement étranger direct (IED) à destination de l'Afrique sont en constante augmentation depuis quelques années, passant de 20 milliards de dollars en 2001 à 50 milliards de dollars en 2012, ce qui représente un accroissement de 5 % par rapport à 2011. Bien que ces apports de capitaux aillent surtout aux industries extractives, il y a de plus en plus d'exemples d'investissements orientés vers la recherche de marchés, en particulier dans le secteur manufacturier, qui ne sont donc pas directement liés à ces industries.

34. Depuis 2010, les envois de fonds de la diaspora sont devenus la principale source extérieure de financement de l'Afrique, avec des apports estimés à 62,5 milliards de dollars en 2012, contre seulement 13,5 milliards de dollars en 2001. Avec 12,14 % de frais par opération en 2013 (le montant de chaque envoi étant estimé à 200 dollars ou l'équivalent en monnaie locale)⁸, l'Afrique subsaharienne demeure la région où l'envoi de fonds coûte le plus cher. Si ces frais pouvaient être ramenés à environ 5 % – objectif fixé par le Groupe des Huit et le Groupe des Vingt pour 2014 – les Africains pourraient économiser jusqu'à 4 milliards de dollars par an⁹.

35. Le montant total de l'aide publique au développement à destination de l'Afrique est passé de 51,3 milliards de dollars en 2011 à 56,1 milliards de dollars en 2012 malgré la crise financière mondiale persistante et la tourmente dans la zone euro, qui a amené plusieurs donateurs à resserrer leur budget consacré à l'aide. Une grande partie de cette aide (40 % des engagements en 2011) était destinée à

⁸ Banque mondiale, *Migration and Development Brief No. 21, Migration and Remittance Flows: Recent Trends and Outlook, 2013-2016*, 2013. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante : <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1288990760745/MigrationandDevelopmentBrief21.pdf> (consulté le 2 octobre 2013).

⁹ Banque mondiale, « African migrants could save \$4 billion annually on remittance fees », peut être consulté en ligne à l'adresse : <http://sendmoneyafrica.worldbank.org> (consulté en novembre 2013).

l'infrastructure sociale (santé et éducation), avec seulement 2 % pour l'industrie, le secteur minier et la construction.

36. L'épargne intérieure et les flux de capitaux extérieurs étant souvent passés en deçà des niveaux requis pour combler le déficit de financement, nombre de pays africains ont décidé d'emprunter pour financer les investissements intérieurs. En conséquence, la part de la dette extérieure exprimée en pourcentage du PIB a continué d'augmenter, passant de 22,7 % en 2010 à 24 % en 2013.

37. Bien que les recettes fiscales constituent la plus grande source de ressources intérieures en Afrique, la collecte de l'impôt en part du PIB n'a augmenté qu'à la marge, passant de 26,6 % en 2009 à 27 % en 2011. Pis encore, dans plusieurs pays et notamment l'Éthiopie, le Libéria, le Nigéria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Soudan, le taux de la fiscalité est inférieur à 10 %. Les défis de l'expansion et de l'exploitation de l'assiette de l'impôt restent omniprésents dans la plupart des pays africains¹⁰.

Sources de financement au service de la croissance et de la transformation de l'Afrique

38. Le financement de l'industrialisation et la transformation économique de l'Afrique doit de plus en plus provenir de ressources publiques et privées intérieures¹¹ et l'Afrique doit pour ce faire explorer de nouvelles stratégies de mobilisation de capitaux pour financer son programme de développement. L'Afrique doit utiliser les sources intérieures de financement habituelles telles que les impôts, les prélèvements ou l'épargne privée, mais aussi adopter un ensemble plus large et plus diversifié d'instruments, de mécanismes et de produits financiers et créer un environnement porteur afin de mobiliser des ressources provenant de sources non traditionnelles. Les nouvelles approches du financement du développement se tournent vers les fonds souverains, les fonds de pension, les plans d'épargne des compagnies d'assurances, les fonds de capital-investissement, les obligations émises à l'intention de la diaspora et les obligations souveraines, les envois de fonds, les partenariats public-privé ainsi que vers la lutte contre les flux financiers illicites.

V. Nécessité d'adopter des politiques de transformation pour assurer une croissance inclusive

39. L'Afrique progresse sur certaines questions importantes de développement social mais trop lentement pour réaliser ses objectifs de développement social, notamment ceux du Millénaire pour le développement.

¹⁰ Banque africaine de développement, OCDE, PNUD et Commission économique pour l'Afrique, *Perspectives économiques en Afrique 2013 : transformation structurelle et ressources naturelles* (Paris, 2013).

¹¹ Commission économique pour l'Afrique et Union africaine, *Rapport économique sur l'Afrique 2013* (Addis-Abeba, 2013).

Amélioration de certains indicateurs sociaux essentiels

40. Dans de nombreux pays, l'incidence de l'extrême pauvreté est en baisse. Fréquenter l'école primaire devient la norme, la plupart des pays ayant atteint la scolarisation primaire universelle (taux supérieur à 90 %). Près de la moitié des pays africains ont réalisé la parité entre filles et garçons à l'école primaire. Sur le front politique, 20 % des sièges dans les parlements nationaux africains sont désormais occupés par des femmes, un chiffre dépassé seulement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le domaine de la santé a également enregistré des avancées majeures : entre 1990 et 2011, la mortalité des moins de 5 ans est passée de 146 décès pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 90 décès en 2011, soit une diminution de 38 %. De même, entre 1990 et 2010, le taux de mortalité maternelle est passé de 745 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990 à 429 en 2010, soit une diminution de 42 %. D'importants progrès ont été réalisés en ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida : la prévalence du VIH/sida chez les adultes est passée de 5,9 % en 2001 à 4,9 % en 2011, les décès liés au VIH/sida ont chuté de 32 % entre 2005 et 2011 et les nouvelles infections chez les enfants ont également chuté de 52 % entre 2001 et 2012, résultat de la distribution à plus grande échelle de la thérapie antirétrovirale.

Pauvreté élevée et accès limité aux services sociaux

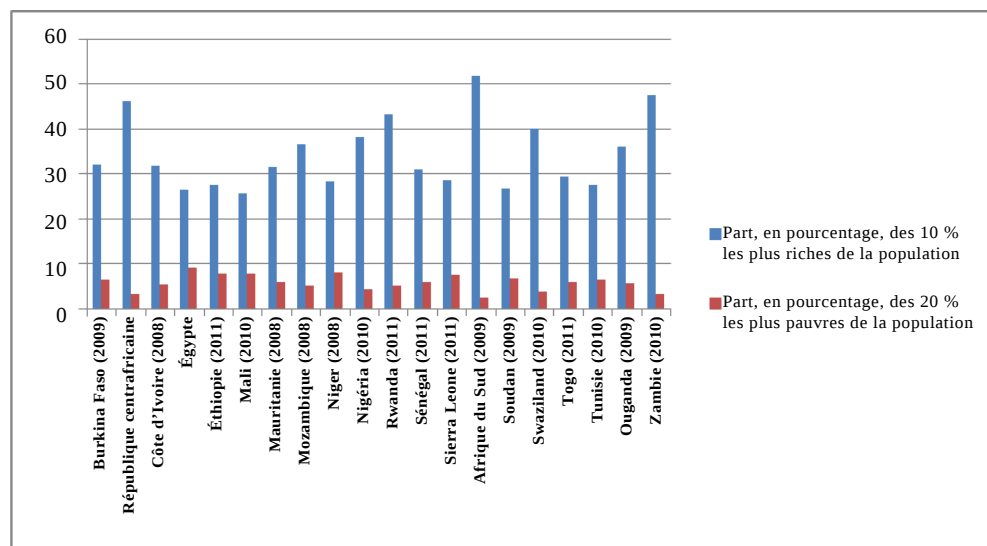
41. Le continent est encore loin du but en ce qui concerne la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement. Près de la moitié des Africains, soit 48 %, vivent dans une extrême pauvreté et 72 % des jeunes vivent avec moins de deux dollars par jour. Au Burundi, en Éthiopie, au Nigéria, en Ouganda et en Zambie, le taux de pauvreté dépasse 80 % chez les jeunes¹². Alors que le monde est globalement en bonne voie d'atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié la proportion de la population n'ayant pas accès durablement à l'eau potable, ce n'est pas le cas pour l'Afrique, où vivent plus de 40 % des personnes sans accès à l'eau potable. En outre, la plupart des pays africains ne sont pas en passe d'atteindre la cible concernant l'accès à l'assainissement de base; la couverture a augmenté de 4 % seulement au cours de la période 1990-2010, et de grandes disparités subsistent entre zones rurales et zones urbaines.

Des inégalités qui sapent les efforts visant à réduire la pauvreté

42. L'impact médiocre de la croissance sur les moyens de subsistance et l'accès aux services sociaux a aggravé les inégalités entre hommes et femmes, les inégalités de revenu et les écarts entre populations urbaines et rurales, entraînant une montée de la pauvreté dans de nombreux pays africains (fig. X), où les 20 % les plus pauvres de la population représentent moins de 10 % du revenu total de leur pays, tandis que les 10 % les plus riches contrôlent entre le quart et la moitié de ce revenu total.

¹² Maurice Mubila, Laurence Lannes et Mohamed S. Ben Aissa, « Income inequality in Africa », *Briefing Note No. 5* (Banque africaine de développement, Tunis, 2012).

Figure X
Répartition des revenus entre les plus riches et les plus pauvres



Source : Indicateurs de développement dans le monde de la base de données de la Banque mondiale (novembre 2013).

43. En 2008, la région de l'Afrique subsaharienne se classait au deuxième rang après l'Amérique latine et les Caraïbes en termes d'inégalité de revenus¹³. Une augmentation de 1 % de l'inégalité correspondant à une augmentation de la pauvreté de 2,16 % en Afrique, où les inégalités entre les sexes persistent. En Algérie, Côte d'Ivoire et Mauritanie, par exemple, le salaire des femmes ne représente que la moitié environ de celui des hommes pour un travail similaire.

44. Les écarts entre les sexes et les disparités géographiques pèsent clairement sur l'accès aux services sociaux : les femmes appartenant au quintile le plus riche ont pratiquement trois fois plus de chances d'être assistées par un professionnel qualifié lors de leur accouchement que celles qui appartiennent au quintile le plus pauvre, et 90 % des femmes vivant en zone urbaine bénéficient d'au moins une consultation de soins prénataux pendant leur grossesse contre 71 % dans les zones rurales. Les filles des ménages appartenant au quintile le plus pauvre risquent trois fois plus d'être déscolarisées que celles des ménages les plus riches, et les enfants des ménages les plus pauvres sont deux fois plus susceptibles de présenter une insuffisance pondérale que ceux des ménages plus riches¹⁴. En somme, la lenteur des progrès dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités a compromis les possibilités de développement humain de pans entiers de la population.

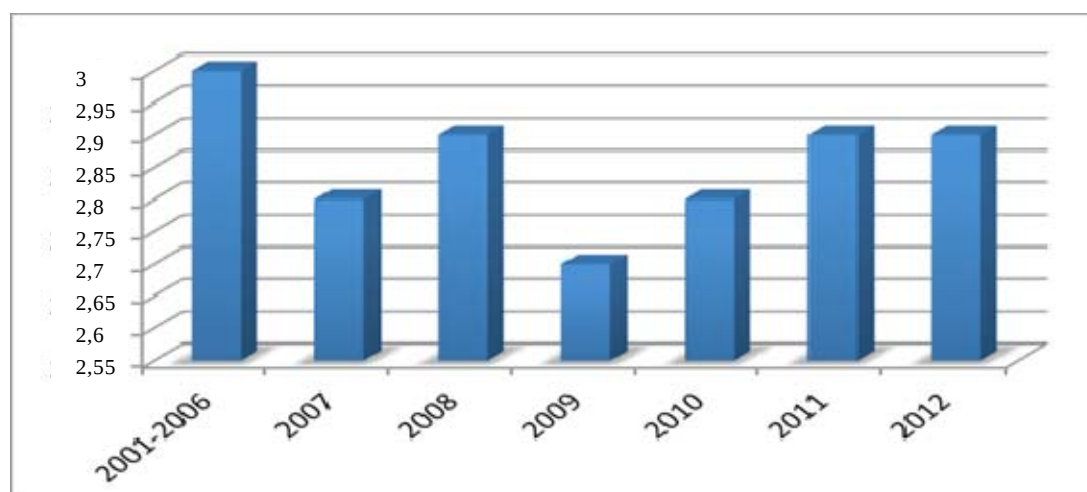
¹³ Isabel Ortiz et Matthew Cummins, « L'inégalité mondiale : la répartition des revenus dans 141 pays », *Politique sociale et économique, document de travail de l'UNICEF* (UNICEF, New York, avril 2011).

¹⁴ CEA, UA, BAFD, PNUD, *Rapport sur les OMD 2011 – Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire* (Addis-Abeba, 2012).

45. Les indicateurs du marché du travail sont toujours positifs malgré la crise économique et financière mondiale de 2008-2009. La croissance de l'emploi en Afrique (hors Afrique du Nord) est restée stable à 2,9 % en 2012 (fig. XI) et le ratio emploi/population a atteint 65,1 % la même année, principalement en raison d'une plus grande participation des femmes, ce qui place l'Afrique en deuxième position après l'Asie de l'Est, où le ratio est de 69,8 %. En revanche, dans le reste du monde, le ratio emploi/population en 2012 est resté stable à 60,3 %².

Figure XI

**Croissance annuelle de l'emploi en Afrique (hors Afrique du Nord)
(total en pourcentage)**



Source : Graphique établi d'après les données de l'OIT (2013).

46. L'indicateur pour les travailleurs pauvres (personnes exerçant une activité dont le revenu est en dessous d'un seuil de pauvreté donné) est également resté positif en Afrique, principalement en raison des politiques de salaire minimum qui, dans certains pays, ont permis aux salaires de s'établir au-dessus du seuil international de pauvreté, ainsi que des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles, qui ont permis d'améliorer les conditions de travail^{2, 14}. Dans certains pays d'Afrique du Nord, cependant, cet indicateur s'est dégradé car les gouvernements ont privilégié la réduction du chômage.

47. La plupart des Africains sont enfermés dans des emplois vulnérables mal rémunérés et peu productifs. Avec 46,5 % de travailleurs gagnant moins de 1,25 dollar par jour en 2012¹⁵, la proportion de personnes occupant des emplois vulnérables en Afrique reste obstinément élevé par rapport à d'autres régions². Cette situation est due en grande partie à une main-d'œuvre abondante associée à l'absence de filets de protection sociale, ce qui rend difficile pour de nombreux

¹⁵ CEA, UA, BAfD, PNUD, *Rapport sur les OMD 2013 – Évaluation des progrès accomplis en Afrique dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : sécurité alimentaire en Afrique : enjeux, défis, enseignements* (2014).

travailleurs peu qualifiés de quitter le marché du travail car ils n'ont pas d'autres moyens de survie¹⁶.

48. Les chiffres restent particulièrement défavorables aux femmes et aux jeunes. En 2012, 84,9 % des femmes africaines occupaient un emploi vulnérable, la majorité d'entre elles contribuant à la subsistance de la famille, contre 70,6 % des hommes¹⁵. Les obstacles culturels et des perspectives économiques très limitées poussent encore les femmes dans des emplois informels vulnérables.

49. Ces difficultés pèsent particulièrement sur les jeunes Africains. Le continent a la population la plus jeune du monde, une population qui augmente plus rapidement que partout ailleurs. Pourtant, l'emploi formel est inaccessible à la majorité, et la plupart des jeunes Africains sont sous-employés ou travaillent pour leur propre compte dans les secteurs informel ou agricole.

50. Bien que le taux de chômage officiel des jeunes en Afrique (hors Afrique du Nord) soit plus bas que dans la plupart des autres régions, il est beaucoup plus élevé que celui des adultes; en 2012, les taux ont malheureusement augmenté pour les deux groupes, de quelque 12 % et 6 %, respectivement. Alors que le manque de qualifications est souvent le principal obstacle que rencontrent les jeunes qui tentent d'entrer sur le marché du travail, le chômage est aussi le résultat du manque d'emplois conjugué à l'inadéquation entre l'offre et la demande en termes de qualifications¹⁷.

Des perspectives d'emploi entravées par la lenteur des gains de la productivité du travail

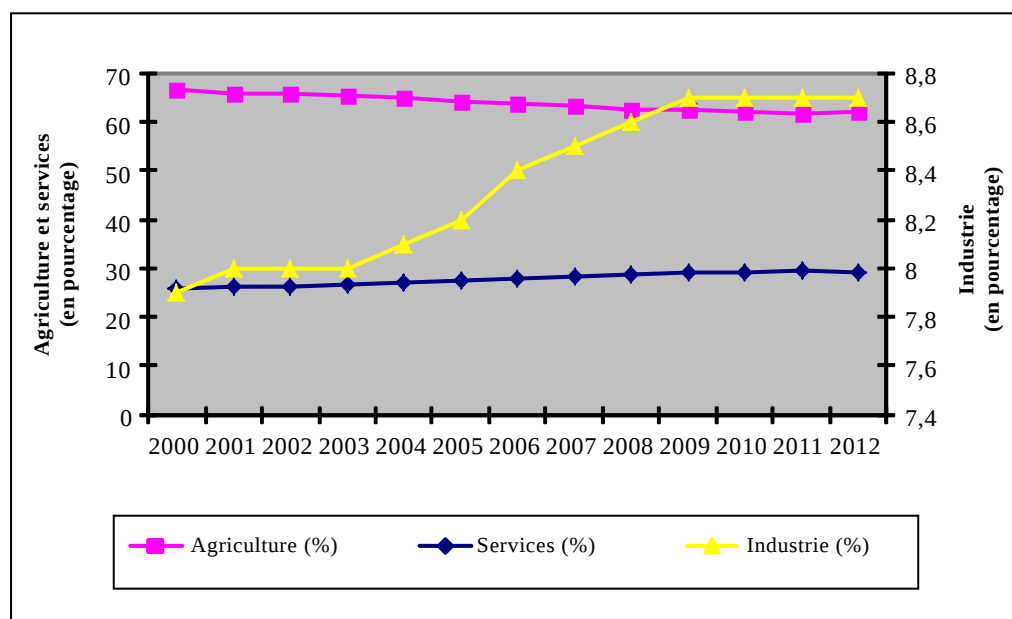
51. La productivité du travail a augmenté en moyenne de 1,6 % en 2000-2011 et de 2,3 % en 2012-2013, mais reste faible par rapport à celle de l'Asie de l'Est où elle a augmenté de 7,5 % au cours de la même période. Ce chiffre devrait chuter à 1,9 % cumulé entre 2014 et 2016, principalement en raison d'investissements inadéquats dans le capital humain et financier².

52. La croissance de la productivité en Afrique est due en partie au basculement de la main-d'œuvre des secteurs moins productifs vers les secteurs plus productifs, en particulier de l'agriculture vers les services, mais les emplois ne migrent pas de l'agriculture ou de l'industrie aussi rapidement que prévu. Les services absorbent une grande partie des emplois anciennement dans le secteur agricole, de sorte que l'emploi industriel a quasiment stagné à 8,6 % sur les 12 dernières années (fig. XII). Cette situation est de nature à entraver les perspectives économiques et celles de l'emploi, étant donné que la plupart des emplois dans l'agriculture et les services restent informels et se caractérisent par une faible productivité, des bas salaires et de mauvaises conditions de travail.

¹⁶ ONU, *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2012* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.12.I.4).

¹⁷ BAfD, draft human capital development strategy, 2012-2017. Peut être consulté à l'adresse : [www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/FINAL%20human%20capital%20development%20strategy%20\(2012-2016\).pdf](http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/FINAL%20human%20capital%20development%20strategy%20(2012-2016).pdf).

Figure XII
Part de l'emploi par secteur en Afrique (hors Afrique du Nord)



Source : Graphique établi d'après des estimations de l'OIT (OIT, 2013).

Renforcement du capital humain

53. Un capital humain fort est essentiel pour l'emploi, la productivité du travail et l'industrialisation. La création d'emplois décents et la réduction significative de la pauvreté exigent une diversification économique qui permettrait de privilégier des secteurs à forte productivité comme l'industrie manufacturière et les services modernes par rapport à une agriculture peu productive et aux secteurs informels. Ainsi, les politiques visant à améliorer l'éducation et la santé devraient faire partie des stratégies de croissance économique et de transformation.

Nécessité d'améliorer encore l'éducation

54. Les progrès de la scolarisation primaire universelle n'ont pas été assortis de gains en termes d'achèvement des études; selon le Rapport des Nations Unies de 2012 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le taux est resté stable à 70 % en Afrique au cours des 10 dernières années (hors Afrique du Nord), alors que le taux mondial est de 90 %¹⁶. Il est primordial d'améliorer le niveau d'instruction pour que les élèves acquièrent les compétences requises par les employeurs et/ou se lancent dans des activités techniques et entrepreneuriales indépendantes. Savoir lire et compter, socle de base d'une bonne instruction primaire, ne suffit pas pour obtenir un bon emploi, les employeurs voulant avoir l'assurance que les jeunes candidats à l'emploi sont aussi capables d'utiliser leurs connaissances pour proposer des solutions, prendre des initiatives et communiquer avec les autres, au lieu de s'en tenir à la pratique établie.

55. Le premier cycle des études secondaires élargit et consolide les compétences de base acquises à l'école primaire; l'enseignement secondaire supérieur approfondit l'enseignement général, en y ajoutant des compétences techniques et professionnelles. Ni l'un ni l'autre ne sont envisageables, cependant, si l'on ne veille pas à ce que tous les enfants achèvent des études primaires de qualité, condition préalable à l'acquisition de compétences dont les individus, les sociétés et les économies ont besoin.

56. La scolarisation dans le secondaire est importante pour que les jeunes acquièrent des compétences et multiplient leurs chances d'avoir des emplois décents. En 2010, elle affichait un taux de 40 % en Afrique (hors Afrique du Nord) alors qu'elle dépassait 90 % dans les pays développés et en Asie du Sud-Est¹⁸.

Répercussions à vie de l'inégalité d'accès à l'enseignement primaire

57. L'inégalité d'accès à l'enseignement primaire a une forte incidence sur le taux d'achèvement des études et sur l'acquisition de compétences. Les faibles taux d'achèvement sont principalement attribuables au fait que les ménages n'inscrivent pas leurs enfants à l'école à l'âge requis, que la pression du groupe pousse au décrochage et que les ménages ont besoin que les enfants plus âgés travaillent. Les enfants scolarisés tardivement risquent davantage d'abandonner l'école que ceux qui ont commencé à l'âge normal, une situation que la pauvreté, un mauvais état de santé et nutritionnel, ou le manque de sensibilisation des parents à l'importance d'envoyer les enfants à l'école à temps, ne font qu'aggraver¹⁹.

58. Le nombre et la qualité des enseignants, sérieux obstacles à la réalisation des objectifs d'éducation, sont un autre facteur contribuant aux faibles taux d'achèvement. Même si le nombre d'enseignants formés a augmenté de 59 % entre 1999 et 2010, le nombre de nouveaux enseignants nécessaires en Afrique pour parvenir simplement à une éducation primaire universelle équitable serait de plus de 2 millions¹⁸. Dans de nombreux pays, la proportion d'enseignants formés aux normes nationales est très faible, et beaucoup n'ont pas les connaissances et les compétences nécessaires pour former correctement les élèves.

Améliorer la santé pour augmenter la productivité et transformer l'économie

59. Un mauvais état de santé affecte la productivité de diverses manières. Dans l'agriculture, qui emploie le plus gros de la population active de l'Afrique, l'absentéisme pour cause de maladie et de soins à prodiguer aux malades diminue la productivité, de même que la diminution de l'épargne et des actifs, utilisés pour payer les frais médicaux. Lorsque la maladie entraîne une incapacité à long terme, le comportement d'aversion au risque devient encore plus évident et les ménages vendent des actifs importants et retirent les enfants de l'école. L'aversion au risque comme stratégie d'adaptation est amplifiée par la persistance dans le paysage de la politique africaine de non-prise en charge des dépenses de santé, un facteur important qui conduit les ménages à la pauvreté.

¹⁸ UNESCO, Institut de statistiques, *Recueil des données mondiales sur l'éducation* (Montréal, 2012).

¹⁹ UNESCO, *L'UNESCO et l'éducation : toute personne a le droit à l'éducation* (Paris, 2011).

60. En Égypte, en Éthiopie, en Ouganda et au Swaziland, la prévalence des séquelles du retard de croissance de la petite enfance dans la population en âge de travailler est de l'ordre de 40 à 67 %. La perte de productivité du PIB qui en résulte est importante et se situe entre 0,5 % et 3,8 %.

VI. Conclusions

61. Bien que vigoureuse, la croissance récente de l'Afrique pourrait être meilleure et elle ne s'est toujours pas traduite par la création d'un grand nombre d'emplois ni par le développement économique et social diversifié nécessaire à la réduction des taux élevés de pauvreté et d'inégalité observés dans de nombreux pays. Il est par conséquent primordial que les pays africains adoptent des stratégies permettant de transformer leurs économies par la création de valeur ajoutée dans le secteur des produits de base et la diversification dans des secteurs créateurs d'emplois à forte productivité, notamment le secteur manufacturier et les services modernes.

62. L'industrie, notamment manufacturière, a toujours été une source importante d'emplois dans les pays développés et en développement. Pourtant, bien que l'Afrique connaisse une forte croissance depuis 10 ans, la contribution du secteur à la production globale et à la croissance du PIB a stagné ou reculé dans la plupart des pays.

63. L'inversion de cette tendance exige des politiques industrielles conçues dans des cadres de planification à long terme qui visent à lever les obstacles à la diversification économique et au développement. L'Afrique doit trouver les financements nécessaires en exploitant de nouvelles sources, en particulier des sources nationales innovantes.

64. Une stratégie de croissance et de transformation bien adaptée qui renforce les capacités productives de toutes les catégories de main-d'œuvre tend à réduire les inégalités en promouvant l'égalité des chances en matière d'emploi. C'est la raison pour laquelle les stratégies de transformation économique devraient comporter des politiques visant à promouvoir une éducation et des services de santé de qualité propres à accroître la productivité et à produire une croissance plus inclusive.
